

Arrêt

n° 304 397 du 5 avril 2024
dans l'affaire X / X

En cause : X

ayant élu domicile : au cabinet de Maître C. DESENFANS
Square Eugène Plasky 92-94/2
1030 BRUXELLES

contre :

la Commissaire générale aux réfugiés et aux apatrides

LE PRÉSIDENT DE LA X^{ème} CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 2 novembre 2023 par X, qui déclare être de nationalité camerounaise, contre la décision de la Commissaire générale aux réfugiés et aux apatrides (ci-après dénommée « la Commissaire générale »), prise le 28 septembre 2023.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après dénommée la « loi du 15 décembre 1980 »).

Vu le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 30 novembre 2023 prise en application de l'article 39/73 de la loi précitée.

Vu la demande d'être entendu du 5 décembre 2023.

Vu l'ordonnance du 26 janvier 2024 convoquant les parties à l'audience du 26 février 2024.

Entendu, en son rapport, G. DE GUCHTENEERE, président de chambre.

Entendu, en ses observations, la partie requérante assistée par Me N. BOHLALA *loco* Me C. DESENFANS, avocat.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

I. Procédure

1. Le Conseil du contentieux des étrangers (ci-après dénommé « Conseil ») constate l'absence de la partie défenderesse à l'audience. Dans un courrier du 14 février 2024 (v. dossier de la procédure, pièce n° 11), celle-ci a averti le Conseil de cette absence en expliquant en substance que dans le cadre de la présente procédure mue sur la base de l'article 39/73 de la loi du 15 décembre 1980, « Si la partie requérante a demandé à être entendue, je considère pour ma part ne pas avoir de remarques à formuler oralement. »

En l'espèce, l'article 39/59, § 2, de la loi du 15 décembre 1980, dispose comme suit :

« Toutes les parties comparaissent ou sont représentées à l'audience.

Lorsque la partie requérante ne comparait pas, ni n'est représentée, la requête est rejetée. Les autres parties qui ne comparaissent ni ne sont représentées sont censées acquiescer à la demande ou au recours. [...] ».

Cette disposition ne contraint pas le juge, qui constate le défaut de la partie défenderesse à l'audience, à accueillir toute demande ou tout recours (en ce sens : C.E., arrêt n° 212.095 du 17 mars 2011). L'acquiescement présumé dans le chef de la partie concernée ne suffit en effet pas à établir le bien-fondé même de la demande de protection internationale de la partie requérante. Il ne saurait pas davantage lier le Conseil dans l'exercice de la compétence de pleine juridiction que lui confère à cet égard l'article 39/2, § 1er,

alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980. Il en résulte que comme tel, le refus de la partie défenderesse de comparaître à l'audience ne peut être sanctionné par le Conseil, auquel il incombe de se prononcer sur le bien-fondé de la demande de protection internationale de la partie requérante, en se basant à cet effet sur tous les éléments du dossier communiqués par les parties.

Il n'en demeure pas moins que l'article 39/73 de la loi du 15 décembre 1980 ne dispense pas la partie défenderesse de comparaître à l'audience, quand bien même elle n'aurait pas elle-même demandé à être entendue, audience au cours de laquelle elle pourrait notamment être amenée à fournir au Conseil des éclaircissements rendus nécessaires par la tournure des débats. Le Conseil rappelle également que suite à la demande d'être entendu formulée par la partie requérante, il est amené à statuer sur le recours en ayant égard à l'ensemble des éléments exposés par les parties, sans être tenu par les motifs de l'ordonnance prise sur la base de l'article 39/73 précité.

II. Faits invoqués

2.1. La partie défenderesse a, après avoir entendu la requérante le 9 juin 2023, pris en date du 28 septembre 2023, une décision de « *refus du statut de réfugié et refus du statut de protection subsidiaire* » contre laquelle est dirigé le présent recours.

2.2. La partie défenderesse résume la procédure et les faits invoqués par la requérante de la manière suivante (décision, p. 1) :

« Selon vos dernières déclarations, vous êtes de nationalité camerounaise, d'origine ethnique bagangté et vous êtes née le [...] à Douala. Votre mère décède lors de votre naissance, vous avez été donc élevée par votre tante avec qui vous vivez à Douala. En 2005, vous apprenez qu'elle vous a promis en mariage au fils de sa copine, Maman J.

En 2007 et jusqu'en 2010, vous allez vivre chez la mère de votre futur mari, toujours à Douala à la Cité belge. En 2010, vous déménagez dans le quartier Dakar où votre mari loue un appartement pour vous et où il vient vous voir de temps en temps. Vous n'arrivez pas à concevoir un enfant, raison pour laquelle vous êtes violentée et maltraitée. Vous essayez de fuir plusieurs fois et vous vous cachez chez votre père qui propose de rembourser votre mari, mais celui-ci n'accepte pas.

En 2014, vous arrivez à fuir et vous partez au Congo où vous restez deux ans. Entretemps, votre mari vous cherche et menace votre tante. En 2016, vous décidez de rentrer au Cameroun parce que vous culpabilisez et vous voulez voir si votre mari a changé. Vous vivez sept mois chez une cousine et après, vous louez une chambre dans le quartier de Dakar. En 2018, étant toujours maltraitée par votre mari, vous décidez de fuir à Bertoua mais son frère vous retrouve. Il essaie de vous ramener chez votre mari et pendant une bagarre avec un client du bar où vous travaillez, il décède.

En décembre 2019, vous quittez définitivement le Cameroun. Durant votre voyage, vous traversez le Nigeria, le Niger, l'Algérie et le Maroc pour enfin arriver en Espagne en fin d'année 2021. Vous continuez ensuite vers la Belgique où vous demandez la protection internationale le premier février 2022 ».

III. Thèse de la partie défenderesse

3.1. La partie défenderesse refuse de reconnaître le statut de réfugié à la requérante et de lui octroyer le statut de la protection subsidiaire en raison de l'absence de crédibilité de ses déclarations.

3.1.1. Elle relève tout d'abord des divergences dans ses déclarations quant à son âge. Selon elle, la requérante a menti sur son âge dès lors qu'elle a déclaré devant ses services le 21 février 1993 comme date de naissance alors que dans ses demandes de visa pour l'Italie et l'Allemagne en 2019, elle a déposé un passeport mentionnant le 21 février 1988 comme date de naissance. Elle souligne que la requérante serait mariée à l'âge de plus de 18 ans et non à l'âge de 13 ans comme elle le prétend. Elle relève qu'au moment de l'établissement de passeport, la requérante était déjà majeure et qu'il n'y avait donc aucune raison de mentionner un âge plus avancé comme elle l'explique.

3.1.2. Elle détaille pour quelle raison le mariage allégué ne peut pas être un mariage forcé mais être plutôt assimilé à un mariage arrangé.

3.1.3. Elle constate encore des contradictions dans les propos de la requérante quant aux raisons pour lesquelles elle décide de ne pas prévenir son mari de son retour au Cameroun après un séjour de 2 ans au Congo.

3.1.4. Elle constate également des propos évasifs et peu clairs dans le chef de la requérante quant aux raisons pour lesquelles son mari ne la contacte plus après le décès de son beau-frère alors qu'il continue à menacer sa famille.

3.1.5. Elle relève que les faits invoqués ne reposent sur aucun commencement de preuve.

3.1.6. Elle constate que la requérante conserve son mari parmi ses amis sur le réseau social Facebook sans pouvoir donner d'explication satisfaisante.

3.1.7. Elle détaille enfin les raisons pour lesquelles elle considère qu'il n'existe pas dans la région d'origine de la requérante de situation de violence aveugle d'une ampleur telle que tout civil s'y trouvant y encourrait du seul fait de sa présence sur place un risque réel d'atteintes graves au sens de l'article 48/4 §2, c), de la loi du 15 décembre 1980.

IV. Thèse de la partie requérante

4.1. La requérante invoque la violation de « l'article 1^{er}, §A, al.2 de la Convention de Genève du 28/07/1951 [...] les articles 48/3, 48/4, 48/5, 48/7, 57/6 alinéa 2 et 62 de la loi du 15 décembre 1980. ».

4.2. Elle conteste en substance la pertinence des motifs de la décision entreprise au regard des circonstances particulières de la cause.

4.3. Elle s'attache dans un premier temps à démontrer qu'elle se trouve dans les conditions pour se voir reconnaître le statut de réfugiée ou se voir octroyer le statut de la protection subsidiaire.

4.3.1. Elle soutient qu'elle ne dispose pas de la possibilité de se prévaloir de la protection des autorités camerounaises.

4.3.2. Elle livre un long développement sur la pratique des mariages forcés au Cameroun et les violences auxquelles les femmes sont exposées au sein de leur famille (requête, pp. 5-12).

4.4. Elle conteste dans un second temps les motifs de la décision attaquée.

4.4.1. Dans ce sens, elle conteste le motif lié à l'âge de la requérante en confirmant ses propos tenus devant les services de la partie défenderesse selon lesquels c'est son frère qui l'a aidée à obtenir de faux documents afin de voyager en toute sécurité et en soulignant que les informations reprises dans ces documents ne sont pas correctes.

4.4.2. Quant à la crédibilité de son mariage forcé jugée défailante par la partie défenderesse, la requérante livre plusieurs explications factuelles tirées pour la plupart de ses déclarations antérieures.

4.4.3. La requérante apporte des explications factuelles aux contradictions dont la partie défenderesse fait grief à la requérante concernant les raisons pour lesquelles la requérante décide de ne pas prévenir son mari de son retour au Cameroun après un séjour de 2 ans au Congo.

4.4.4. Elle apporte ensuite des explications sur des propos évasifs et peu clairs quant aux raisons pour lesquelles son mari ne la contacte plus après le décès de son beau-frère. À cet effet, elle rappelle ses propos antérieurs.

4.4.5. Elle sollicite le bénéfice du doute en s'appuyant sur l'arrêt du Conseil n° 71.610 du 9 décembre 2011.

4.5. Dans le dispositif de sa requête, « À titre principal, la requérante sollicite du Conseil du Contentieux des étrangers la réformation de la décision de refus du CGRA et de lui reconnaître la qualité de réfugié ou le bénéfice de la protection subsidiaire. À titre subsidiaire, la requérante sollicite l'annulation de la décision attaquée afin de renvoyer son dossier au CGRA pour procéder aux investigations complémentaires que le Conseil jugerait nécessaires ».

4.6. Par un envoi électronique (Jbox) du 25 février 2024, la requérante transmet au Conseil une note complémentaire (v. dossier de la procédure, pièce n° 12) à laquelle elle joint des documents répertoriés comme suit :

« • Copie acte de naissance
• Un constat de lésion
• Une attestation du psychologue qui atteste que la requérante est suivie régulièrement depuis le mois de juin 2023 ».

V. Cadre juridique de l'examen du recours et appréciation du Conseil

5.1. Le Conseil jouit d'une compétence de pleine juridiction lorsqu'il se prononce, comme en l'espèce, sur un recours en plein contentieux. Dès lors, il « soumet le litige dans son ensemble à un nouvel examen et [...] il se prononce, en tant que juge administratif, en dernière instance sur le fond du litige, ayant la compétence de réformer ou de confirmer les décisions du Commissaire général [...], quel que soit le motif sur lequel le Commissaire général [...] s'est appuyé pour parvenir à la décision contestée. [...] Le Conseil n'est dès lors pas lié par le motif sur lequel le Commissaire général [...] s'est appuyé pour parvenir à la décision : la

compétence de « confirmation » ne peut clairement pas être interprétée dans ce sens. Ainsi, le Conseil peut, soit confirmer sur les mêmes ou sur d'autres bases une décision prise par le Commissaire général [...] soit la réformer [...] » (Projet de loi réformant le Conseil d'Etat et créant un Conseil du contentieux des étrangers, Exposé des motifs, Doc. parl., Ch. repr., sess. ord. 2005-2006, n° 2479/001, pp. 95 et 96).

Lorsque le Conseil estime qu'il ne peut pas conclure à la confirmation ou à la réformation de la décision contestée sans qu'il soit procédé à des mesures d'instruction complémentaires (le Conseil n'a pas la compétence pour procéder lui-même à ces mesures d'instruction), il annule la décision conformément aux articles 39/2, § 1er, alinéa 2, 2°, 3° et 39/76 § 2 de la loi du 15 décembre 1980 (voir le projet de loi susmentionné, p. 96).

Il y a lieu de rappeler que lorsqu'elle sollicite la protection internationale, la requérante ne saurait ignorer que cette demande est susceptible de faire l'objet d'un refus, si elle ne fournit pas à l'appui de celle-ci des faits susceptibles, s'ils sont établis ou jugés crédibles, de justifier les craintes de persécutions qu'elle déclare éprouver ou le risque d'atteintes graves qu'elle déclare encourir.

5.2. En l'espèce, dans sa demande de protection internationale, la requérante affirme qu'elle craint d'être persécutée, en cas de retour au Cameroun, par [F.] – son mari forcé – pour avoir fui le domicile et par ses cousins qui lui reprochent d'être la cause des problèmes de santé de leur maman qui est la tante maternelle de la requérante.

5.3.1. A titre liminaire, le Conseil constate que la décision attaquée développe les motifs amenant la partie défenderesse à rejeter la demande de protection internationale de la requérante. Cette motivation est claire et intelligible et permet à la requérante de comprendre pourquoi sa demande a été rejetée. La décision est donc formellement motivée conformément à l'article 62 de la loi du 15 décembre 1980

5.3.2. Le Conseil se rallie à l'ensemble des motifs de la décision entreprise qui se vérifient à la lecture du dossier administratif et qu'il juge pertinents.

Le Conseil estime dès lors que l'ensemble des éléments retenus par la partie défenderesse dans sa décision constituent un faisceau d'éléments convergents, lesquels, pris ensemble, sont déterminants et suffisent à fonder la décision attaquée, empêchant de tenir pour établis les faits invoqués par la requérante comme étant à l'origine de ses persécutions et de sa crainte.

5.3.3. Le Conseil considère qu'il est reproché à bon droit à la requérante d'avoir déclaré, devant les services de la partie défenderesse être née le [...] alors que les éléments objectifs de son dossier de visa montrent une autre date de naissance, à savoir le [...]. Cet anachronisme ne trouve aucune explication satisfaisante dans la requête qui ne fait que rappeler un élément du récit sans apporter un éclairage neuf en la matière. Par ailleurs, la partie défenderesse relève à juste titre que la requérante était déjà majeure et qu'il n'y avait donc aucun intérêt pour elle de se donner un âge plus avancé que celui qu'elle avait en réalité. La copie de l'attestation de naissance jointe à la note complémentaire transmise au Conseil le 25 février 2024 n'apporte pas d'éclairage nouveau quant à ce.

5.3.4. Le Conseil considère que les arguments de la partie défenderesse visant à établir un défaut de crédibilité dans les déclarations de la requérante relativement aux circonstances dans lesquelles elle a été mariée et dans lesquelles elle a vécu après ce mariage sont pertinents. Au vu de ces circonstances, à savoir notamment un appartement dont les loyers auraient été payés par [F.] pour la requérante et où elle vivait seule ; les visites gynécologiques qui auraient été payées par [F.] ; la formation professionnelle financée par [F.] ; la liberté des mouvements de la requérante ; l'offre du père de rembourser la dot à [F.], c'est à bon droit que la partie défenderesse considère que la requérante ne peut avoir été mariée de force.

5.3.5. En ce qui concerne les reproches adressés à la requérante d'avoir livré des propos évolutifs et contradictoires quant à la raison pour laquelle elle avait décidé de ne pas prévenir [F.] de son retour au Cameroun, le Conseil observe que ceux-ci sont établis au vu du dossier administratif et sont pertinents. Ainsi, alors qu'elle a quitté le Congo et est retournée au Cameroun pour mettre un terme aux menaces incessantes à l'endroit de sa tante par [F.], elle s'installe chez sa cousine et décide de ne pas prévenir [F.] de son retour. Invitée à expliquer ses raisons, la requérante donne des déclarations évolutives et contradictoires : d'abord elle dit qu'elle avait peur de [F.], ensuite qu'elle avait attendu 3 mois avant d'informer [F.] et enfin que [F.] était au courant de son retour mais qu'elle n'avait pas encore repris la relation avec lui. Le Conseil ne trouve aucune explication pertinente et satisfaisante dans la requête. C'est en vain que la requérante argue qu'elle « n'avait pas prévenu son mari de son retour, seule sa tante était au courant. Cette dernière lui a expliqué qu'elle était sans cesse menacée par [F.], car il l'accusait de savoir où se cachait la requérante. La tante de la requérante a discuté avec la mère de [F.] pour parvenir à une solution, et cette dernière lui a dit qu'elle était de retour au Cameroun ».

5.3.6. Le Conseil relève par ailleurs qu'il est reproché à la requérante de livrer des propos évasifs et peu clairs quant aux raisons pour lesquelles [F.] ne la contacte plus après le décès du frère de ce dernier. Le Conseil n'aperçoit pas d'explication claire dans la requête au sujet de ce grief.

5.3.7. Enfin, il ne ressort de la lecture de la requête aucune explication tant par rapport au grief relatif à l'absence de preuve des faits invoqués que relative au fait que la requérante garde toujours [F.] parmi ses amis sur le réseau social « Facebook », la personne qu'elle présente comme étant son mari forcé. Ces motifs peuvent être considérés comme établis et soutiennent avec les autres motifs le bien-fondé de la décision attaquée.

5.4. La requérante transmet le 25 février 2024 une note complémentaire (v. dossier de la procédure, pièce n° 12) à laquelle outre une copie d'un acte de naissance, elle joint un certificat de lésions - « *Rapport médical circonstancié* » du 17 novembre 2023 et un document daté du 12 février 2024 attestant que la requérante a bénéficié de consultations d'un psychologue au cours de quatre dates mentionnées.

Quant à la valeur probante de ces documents produits dans l'optique d'étayer les faits tels que la requérante les allègue, le Conseil rappelle que, s'il ne met nullement en cause l'expertise médicale, psychiatrique ou psychologique d'un membre du corps médical ou paramédical, spécialiste ou non, qui constate le traumatisme ou les séquelles d'un patient et qui, au vu de leur gravité, émet des suppositions quant à leur origine, par contre, il considère que, ce faisant, le médecin et/ou le psychologue ne peuvent pas établir avec certitude les circonstances factuelles dans lesquelles ce traumatisme ou ces séquelles ont été occasionnés (voir RvS, 10 juin 2004, n°132.261 et RvV, 10 octobre 2007, n°2 468).

En l'espèce, en attestant l'existence de plusieurs cicatrices et en constatant qu'elles sont compatibles avec « *les mécanismes et les faits rapportés* » (dossier administratif, pièce 12), le médecin pose d'abord un diagnostic et formule ensuite une hypothèse de compatibilité entre ces séquelles, d'une part, et leur cause ou leur origine, d'autre part, diagnostic et hypothèse qui relèvent l'un et l'autre de son « art médical ». Le Conseil constate que, ce faisant, le médecin ne se prononce pas sur une cause possible de ces séquelles, autre que des coups, par exemple une origine accidentelle, cette hypothèse ne lui ayant, en effet, pas été soumise ou suggérée en l'espèce ; la formulation d'une telle hypothèse relèverait cependant également de ses compétences médicales. Le Conseil souligne par contre qu'en concluant que les cicatrices qu'il constate sont « *cohérentes avec les mécanismes et les faits rapportés* » par la requérante, le médecin n'a pas la compétence, que la loi du 15 décembre 1980 confère aux seules instances d'asile, d'apprécier la cohérence et la plausibilité des déclarations de la requérante, relatives aux circonstances de fait, de lieu et de temps dans lesquelles ces maltraitements ont été commises, et aux raisons pour lesquelles elles l'ont été. Ainsi, les documents présentés ne disposent pas d'une force probante de nature à établir les faits de violence tels qu'ils sont invoqués par la requérante, ni, partant, la réalité de sa crainte en cas de retour.

Par ailleurs, le Conseil constate que la requérante attribue l'existence de ces lésions à des faits de violence. Elle n'explique pas les circonstances précises qui en sont à l'origine et très souvent elle évoque de manière évasive la violence de [F.] (voir dossier administratif, NEP, pp. 11-14). Or, le récit de la requérante à cet égard n'a pas été jugé crédible, cela tant en raison d'incohérences que d'inconsistances dans ses déclarations telles qu'elles empêchent de considérer les faits invoqués pour établis. La requête n'apporte aucune explication satisfaisante sur la présence de ces lésions compte tenu de son récit jugé non crédible, ni aucun élément susceptible de jeter un éclairage nouveau sur l'origine de ces lésions. Dès lors, le Conseil constate qu'en l'espèce, la requérante a placé les instances d'asile dans l'impossibilité de déterminer l'origine réelle des séquelles constatées et d'examiner s'il existe de bonnes raisons de croire que les mauvais traitements ne se reproduiront pas en cas de retour dans son pays d'origine. En tout état de cause, la requérante n'est pas parvenue à établir qu'elle a été victime de persécution ou d'atteinte grave dans son pays d'origine. Les documents médicaux ne suffisent dès lors pas, à eux seuls, à déclencher la présomption instaurée par l'article 48/7 de la loi du 15 décembre 1980.

En effet, les persécutions ou les atteintes graves dont il est question à cet article « *doivent être de celles visées et définies respectivement aux articles 48/3 et 48/4 de la même loi* » (C.E., 7 mai 2013, n° 223.432). Il en résulte que, conformément à l'article 48/5 de la loi du 15 décembre 1980, elles doivent émaner d'un acteur visé à son paragraphe 1^{er}, a et b, ou il doit être démontré que la requérante ne peut pas obtenir de protection contre ces persécutions ou ces atteintes graves. Or, en l'espèce, à supposer que les lésions constatées résultent d'événements survenus dans le pays d'origine de la requérante, cette dernière n'établit pas les circonstances qui en sont à l'origine. Partant, la requérante n'établit ni qui en est l'auteur, et même s'il en existe un au sens de l'article 48/5, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980, ni la nécessité pour elle d'obtenir la protection de ses autorités nationales. L'existence d'une persécution au sens de l'article 48/3 ou d'une atteinte grave au sens de l'article 48/4 ne peut dès lors pas être reconnue dans le chef de la requérante sur la seule base des documents produits.

5.5. Enfin, la requérante sollicite le bénéfice du doute. Le Conseil estime qu'en l'espèce les conditions énoncées sous les points c) (« *les déclarations du demandeur sont jugées cohérentes et plausibles et elles ne sont pas contredites par les informations générales et particulières connues et pertinentes pour sa demande* ») et e) (« *la crédibilité générale du demandeur a pu être établie* ») de l'article 48/6, § 4, de la loi

du 15 décembre 1980 ne sont pas remplies et qu'il n'y a dès lors pas lieu d'octroyer à la requérante le bénéfice du doute qu'elle revendique.

Pour le surplus, la requérante semble soutenir que l'énoncé du doute existant sur la réalité de certains faits ou le constat de fausses déclarations ne dispense pas de s'interroger *in fine* sur l'existence d'une crainte d'être persécutée qui pourrait être établie à suffisance, nonobstant ce doute ou ces fausses déclarations, par les éléments de la cause qui sont, par ailleurs, tenus pour certains (il s'agit d'un extrait d'une jurisprudence constante du Conseil qui ne se limite pas à l'arrêt du Conseil n° 29226 du 29 juin 2009 cité par la requête ; v. requête p. 18). À cet égard, le Conseil rappelle que la jurisprudence développée dans ses différents arrêts ne vise que l'hypothèse où, malgré le doute sur la réalité de certains faits ou la sincérité du demandeur, il y a lieu de s'interroger sur l'existence d'une crainte que les autres éléments de l'affaire, tenus par ailleurs pour certains, pourraient établir à suffisance. Or, en l'espèce, la requérante n'établit pas la réalité des faits qu'elle invoque, ni le bien-fondé des craintes qu'elle allègue, le Conseil n'aperçoit dès lors aucun autre élément de la cause qui serait tenu pour certain et qui pourrait fonder dans son chef une crainte raisonnable de persécution en cas de retour dans son pays. En conséquence, l'argument n'est pas pertinent.

5.6. Dès lors que la requérante n'invoque pas d'autres faits que ceux exposés en vue de se voir reconnaître la qualité de réfugié, et que ces mêmes faits ne sont pas établis, force est de conclure qu'il n'existe pas de « *sérieux motifs de croire* » à un risque réel de subir, à raison de ces mêmes faits, « *la peine de mort ou l'exécution* » ou encore « *la torture ou les traitements ou sanctions inhumains ou dégradants* » au sens de l'article 48/4, § 2, a) et b), de la loi du 15 décembre 1980. Le Conseil n'aperçoit par ailleurs, dans les écrits, déclarations et documents figurant au dossier qui lui est soumis, aucune indication d'un risque réel de subir les atteintes graves visées à l'article 48/4, § 2, c), de la même loi.

6. Au vu de ce qui précède, il apparaît que la Commissaire générale n'a pas fait une évaluation incorrecte du dossier dont elle a été saisie. Il s'ensuit que la requérante n'établit pas qu'elle a quitté son pays d'origine ou qu'elle en reste éloignée par crainte d'être persécutée au sens de l'article 48/3 de la loi précitée du 15 décembre 1980, ni qu'il existe des raisons sérieuses de penser qu'elle encourrait en cas de retour dans son pays un risque réel de subir des atteintes graves au sens de l'article 48/4 de la même loi.

Dans une telle perspective, il n'est plus nécessaire d'examiner plus avant les autres motifs de la décision attaquée et les autres arguments de la requête, un tel examen ne pouvant en toute hypothèse pas induire une autre conclusion.

7. Le Conseil ayant conclu à la confirmation de la décision attaquée, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande d'annulation de la décision attaquée formulée dans la requête.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1^{er}

La partie requérante n'est pas reconnue réfugiée.

Article 2

Le statut de protection subsidiaire n'est pas accordé à la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le cinq avril deux mille vingt-quatre par :

G. DE GUCHTENEERE,

président de chambre,

L. BEN AYAD,

greffier.

Le greffier,

Le président,

L. BEN AYAD

G. DE GUCHTENEERE

